

Spécificité des conflits familiaux internationaux

<p style="text-align: center;">Les <i>Maux clés</i> des conflits familiaux internationaux</p>	<p style="text-align: center;">Les <i>Mots clés</i> de la médiation</p>
<p><u>La distance géographique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - elle renforce la violence psychologique de l'enlèvement - aggrave la coupure des liens avec l'enfant - et place le parent étranger « hors de portée » de la médiation 	<ul style="list-style-type: none"> • Possibilité de maintenir les liens de l'enfant à ses 2 parents <u>malgré la distance</u> • Nécessité d'un <u>processus de médiation à distance</u> : <i>Médiation indirecte « en navette », par téléphone, mail, whatsapp, visioconférence</i> • <u>entretiens séparés</u>, préalable nécessaire à la rencontre de médiation, (nécessaire et dernière étape) • Relation de confiance établie à distance entre le médiateur et chaque parent : regain de dignité et empowerment
<p><u>La violence psychologique et les rapports de force</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - la peur, la méfiance absolue - les rapports de force : de fait ou de droit 	<ol style="list-style-type: none"> 1) Nécessité d'étapes préalables de négociation sur l'entrée en médiation pour substituer un rapport de communication aux rapports de force. 2) Favoriser l'expression des émotions, la reconnaissance des besoins de chacun, compréhension mutuelle 3) <u>Intervention acteurs institutionnels (Consulats, Parquets)</u>
<p><u>L'enfant écartelé</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - l'enfant divisé, insécurisé, pris en étau dans le conflit - Toujours amené à « coller » au parent hébergeant et rejeter le parent avec qui il ne vit pas. (forme d'aliénation parentale) 	<ul style="list-style-type: none"> • Donner à l'enfant une place de sujet dans la médiation • Empowerment de l'enfant, qui amène ses parents à l'accord • Droit de l'enfant d'exprimer son opinion (<i>Règlement Bruxelles II ter</i>)
<p><u>La dualité des systèmes juridiques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Impasse des solutions judiciaires, contradictoires, inexécutées, coupure des liens de l'enfant et d'un parent - soit par vide de droit, - soit par trop plein de droit 	<p><u>Construction d'un droit commun aux deux parties</u> La médiation offre une sécurité supérieure à celle de la justice, par un accord reconnu et exécutoire dans les deux pays. Connaissance du contexte juridique international, avec Nécessité protocole d'accord rédigé par avocats</p>
<p><u>Le fossé des cultures</u></p> <p>La dualité des cultures se superpose à la dualité des systèmes juridiques et la renforce</p>	<p>Dimension de « l'inter culturalité », co-médiation binationale, gage de l'impartialité du processus de médiation pour le parent étranger. * co-médiation binationale directe (2 médiateurs en tandem) *co-médiation binationale indirecte (1 médiateur dans chaque pays)</p>
<p><u>Les pressions extérieures</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - la famille - les avocats - les associations de parents victimes - les médias 	<p>La médiation doit : - mettre à distance ces acteurs cachés de la médiation - et en même temps s'appuyer sur eux comme leviers de solutions</p>
<p><u>Le temps</u></p> <p>Un temps trop long distend les liens et accentue les ressentiments</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1) Agenda de la médiation selon les stades de la procédure 2) Le temps densifié » de la « fast mediation » (délais CLH) 3) Le temps « <u>étiré</u> » et non compté de la médiation, soutien actif des parents tout au long du processus (hors Convention)